



COMMUNIQUE DE L'USP du 24 janvier 2023

### **Et si monsieur Braun s'intéressait vraiment à la psychiatrie...**

Le 23 janvier 2023, l'USP a été reçue par le ministre de la Santé François Braun, comme les trois autres syndicats de psychiatres du public.

Au-delà des revendications catégorielles, l'USP a interpellé le ministre sur la difficulté, voire l'impossibilité d'accès aux soins pour les patients, ainsi que sur les empêchements des professionnels de la psychiatrie publique à soigner. Les départs nombreux de psychiatres sont liés aux mauvaises conditions d'exercice de notre métier.

Ce point central n'a pu être abordé.

Les psychiatres veulent retrouver du travail en équipe pluriprofessionnelle de secteur comprenant infirmiers, secrétaires, psychologues, assistants sociaux, orthophonistes, psychomotriciens... afin de mieux accueillir et mieux soigner. Il est essentiel d'apporter une considération et une reconnaissance, notamment salariale, à tous les personnels pour stopper l'hémorragie de ces personnels. Revoir les formations, initiales et continues, dans le respect de la diversité des modèles théoriques et des pratiques, est indispensable. Laisser du temps aux équipes pour la réflexion et l'analyse des pratiques est nécessaire. Restaurer le pouvoir de décision de ces équipes, qui ont la connaissance du terrain, et en donner aux patients, est absolument incontournable.

Puisque le ministre veut savoir comment redonner du temps aux psychiatres, il doit bien entendre que le retour de ceux qui sont partis, la venue des internes et jeunes médecins, impliquent de leur donner une perspective à moyen terme d'amélioration de leurs conditions d'exercice, de trouver un sens au travail qu'ils font. Être psychiatre est un métier extrêmement riche et passionnant, sur les plans clinique et institutionnel. Sans moyen humain, sans formation, sans temps, sans pouvoir de décision ni capacité d'agir, ce métier se meurt.

La casse des services publics de santé a mené nombre d'entre nous à désertier leur fonction soignante au profit de position de repli, de fuite.

Notre combat s'inscrit dans la défense des services publics contre une privatisation et une mise en concurrence généralisée.

Delphine Glachant, présidente et le conseil national de l'USP